



Maison de l'Agriculture
24, rue des Ingrains
36022 CHÂTEAUX Cedex
Tel : 02 54 61 62 40
E-mail : confpays36@gmail.com

Confédération Paysanne de l'Indre

Syndicat pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

COMMUNIQUE DE PRESSE

Châteauroux, le 12 décembre 2012

La terre agricole pour nourrir ! De Notre-Dame-Des-Landes à Ozan, halte aux gaspillages des terres agricoles.

L'opposition autour du projet de construction de l'aéroport de Notre-Dame-Des-Landes prend de l'ampleur. Dans toute la France, des comités de soutien se sont constitués pour rappeler l'inutilité d'un tel projet.

En tant que syndicat agricole, nous soutenons l'opposition à ce nouvel aéroport, destructeur d'emplois ruraux, de terres agricoles, de biodiversité exceptionnelle et de zones humides. La profession agricole ne peut plus être la variable d'ajustement. Nous avons perdu 160 000 emplois paysans en 10 ans – l'équivalent de deux plans sociaux PSA/Citroën par an – dans la plus grande indifférence. La terre arable, la terre nourricière est un bien à préserver et non à massacrer, à bétonner... Il ne suffit plus de parler de préserver les espaces agricoles, comme cela est écrit dans tous les projets d'aménagement et de développement durable, il faut le faire !

C'est pourquoi la Confédération paysanne de l'Indre se range au côté du comité de soutien de l'Indre, le collectif cicpa 36 (CitoyenNEs de l'Indre Contre le Projet de l'Ayraultport) et soutient leurs actions.

Ce combat contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes est représentatif des tensions et des luttes foncières qui ont cours partout en France. Dans l'Indre, le projet d'Ozan avec l'artificialisation de plus de 500 ha est une autre preuve de la gourmandise en foncier de projets d'aménagements imposés au nom d'une vision gaspilleuse du développement. Dans tous les cas, la prétention de ces projets à utiliser une norme "Haute Qualité Environnementale" pour détruire du foncier agricole est choquante et ne saurait remplacer le débat citoyen permettant d'appréhender des choix durables.

Nous n'avons plus le droit de perdre des emplois ; nous n'avons plus le droit de perdre des terres, car celles-ci seront indispensables demain pour produire l'alimentation de nos enfants.

Contacts :

Bureau de la Confédération paysanne : 02 54 61 62 40

Laurent Moreau, porte parole : 02 54 37 54 67